

15.01.2014 – 14:43 Uhr

Politique du logement: une tâche commune de la Confédération, des cantons et des villes

Berne (ots) -

La pénurie de logement dont souffrent les villes et les agglomérations de Suisse a conduit presque toutes les municipalités du pays à mettre en place des mesures de politique du logement. C'est ce que montre un sondage réalisé dans le cadre du Dialogue sur la politique du logement entre la Confédération, les cantons et les villes. L'Union des villes suisses salue la décision du Conseil fédéral de poursuivre ce Dialogue. Celui-ci doit permettre de coordonner les activités de la Confédération, des cantons, des villes et des communes dans ce domaine.

Des taux de logements vacants très bas obligeant les personnes en quête d'appartements à de longues et fastidieuses recherches, des loyers qui augmentent: ce sont les caractéristiques actuelles du marché du logement dans de nombreuses villes et agglomérations de Suisse. Un sondage mené durant l'été 2013 le confirme: 80% des villes et communes sondées décrivent le marché du logement comme «tendu» sur leur territoire. Plus de 60% des membres de l'Union des villes suisses ont participé au sondage, lancé dans le cadre du Dialogue sur la politique du logement initié par le Conseil fédéral en mai 2013 entre la Confédération, les cantons et les villes. Ce dialogue a pour objectif de mieux coordonner les nombreuses activités des différents échelons étatiques dans ce domaine. La discussion doit aussi permettre d'évaluer si la Confédération doit prendre de nouvelles mesures.

Selon le sondage, la pénurie touche tout particulièrement les appartements à prix abordable, en location ou en propriété. Les régions les plus concernées sont l'Arc lémanique, la région zurichoise, la Suisse du Nord-ouest et la Suisse centrale, où de nombreuses villes affichent des taux de logements vacants inférieurs à la moyenne nationale.

Activités très diversifiées dans les villes et les communes

Presque toutes des villes et communes ont déjà pris des mesures de politique du logement actives. Les plus répandues (78%) d'entre elles relèvent de l'aménagement du territoire ou de la politique du sol (67%). Une commune sur deux dialogue avec des investisseurs et une sur quatre s'engage dans la construction de logements. Parmi les autres activités citées figurent des mesures financières ou fiscales, l'encouragement de la densification ou la mise en place de coopératives ou de fondations pour la construction de logements.

Dans près de la moitié des villes ayant participé au sondage, des interventions politiques et des initiatives concernant la politique du logement ont été déposées. C'est même le cas de 90% des villes de plus de 50'000 habitants. La plupart de ces textes exigent le maintien ou la création de logements à prix abordables.

La Confédération doit agir

La moitié des villes estime que la Confédération devrait également agir. Le Conseil fédéral en avait reconnu la nécessité et adopté plusieurs mesures. Comme sur le plan communal, les mesures d'aménagement du territoire sont celles qui trouvent le plus grand soutien. Deux tiers des villes estiment qu'il est juste que l'encouragement de la construction de logements à prix abordable soit explicitement mentionné comme objectif de la loi sur l'aménagement du territoire, deux tiers également estiment que les cantons devraient s'exprimer, dans leurs plans directeurs, sur le marché du logement et sur la desserte en logements. La proposition de rendre obligatoire la publication du loyer précédent, lors de nouvelles locations, obtient aussi un large soutien des villes. Les autres mesures fédérales plébiscitées sont le droit de vente de terrain à des coopératives de construction d'utilité publique. La plupart de ces revendications ont été retenues dans les recommandations du Dialogue.

Poursuivre le Dialogue, qui a rencontré un grand succès

Le sondage a aussi confirmé l'importance du Dialogue sur la politique du logement. «Les défis posés par le marché du logement dans les villes et les agglomérations ne peuvent être réglés que par des actions communes», a déclaré le président de l'Union des villes suisses, le conseiller national Kurt Fluri. «Le Dialogue sur la politique du logement offre un bon cadre pour les discussions communes. C'est pourquoi nous saluons la décision du Conseil fédéral de poursuivre le Dialogue, qui rencontre un grand succès.»

Contact:

Kurt Fluri, conseiller national, président de l'Union des villes
suisses, maire de Soleure
079 415 58 88

Renate Amstutz, directrice de l'Union des villes suisses
031 356 32 32

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100017932/100749823> abgerufen werden.